

Les sources en droit du travail

SOURCES NATIONALES	SOURCES EUROPÉENES	SOURCES INTERNATIONALES
BLOC DE CONSTITUTIONNALITÉ	NORMES INTERNATIONALES	UNION EUROPÉENNE
<p>→ Const. 4/10/1958 : X de disposition relative au droit du travail.</p> <p>→ Préambule de 1946 comprend les dispositions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le droit au travail - Liberté syndicale - Le droit à la grève - Le droit de participation - Le droit à la santé, à la sécurité, au repos et aux loisirs <p>→ QPC participe au développement du droit constitutionnel du travail.</p>	<p>→ Deux pactes de 1966 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - PIDCP : Pacte international relatif aux droits civils et politiques = Interdiction au travail forcé (art.8), proclamation du principe de non-discrimination (art.26) - PIDESC : Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels = Droit à la formation (art. 6.2), droit à des conditions de travail justes (art.7), droit syndical et droit de grève (art.8) 	<p>→ L'influence de l'UE en droit du travail se manifestent au travers des libertés et droits fondamentaux consacrés par elle.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Traité de Lisbonne 2009 - Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs (1989). - Charte des droits fondamentaux de l'UE (2000) - Traité de Nice <p>→ Dispos. De la charte s'imposent aux institutions de l'Union + États membres.</p>
LOIS ET CODE DU TRAVAIL		CONSEIL DE L'EUROPE
<p>→ Art. 34 de la Const. donne compétence au législateur pour fixer les normes relatives au droit du t.</p> <p>→ Loi du T. 08/08/2016 organise la réécriture d'une partie du Code du travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> - OP (pas dérogation acc. Coll). - Négociation collective - Dispositions supplétives 	<p>→ OIT (création 1919) désormais rattachée à l'ONU. La France a rattaché 124 conventions. OIT dispose d'un pouvoir normatif mais pas de sanction.</p>	<p>→ CE créé en 1949 : Composé de 47 États membres.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Charte sociale européenne - Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH)
JURISPRUDENCE		
Sources : Cass, Conseil d'État, juridictions européennes (CJUE ; CEDH)		
LES CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS DE TRAVAIL	LES USAGES	LES AUTRES NORMES
<p>→ Conclues entre les représentants des salariés et représentants employeurs.</p> <p>Niveaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accord national interprofessionnel - Accord de groupe - UES - Accord interentreprises - Accord d'entreprise - Accord d'établissement <p>→ Loi du 08/08/16 + ordonnances Macron 22/09/17 et 20/12/17 + loi de ratification 29/03/18 : Accentue la place des conventions et accords collectifs.</p>	<p>L'usage est une pratique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Constante (la pratique perdure dans le temps) - Générale (vise indifféremment les salariés) - Fixe (se répète de la même manière) <p>→ La jurisprudence lui accord un caractère obligatoire : source de droit autonome qui ne s'incorpore pas au contrat de travail. L'usage s'impose à l'employeur à moins qu'il ne le dénonce.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Règlement intérieur - Engagement unilatéral de l'employeur